

LES TERRITOIRES PATRIMONIAUX ET L'ABSOLUTISME DES HABSBOURG AU XVII^e SIÈCLE

ILEANA CAZAN

Ferdinand II commença son règne en 1619, dans un moment difficile pour la monarchie autrichienne, quand de toutes parts les ennemis de la Maison d'Autriche se coalisaient et attaquaient les territoires patrimoniaux. Gabriel Bethlen, prince de Transylvanie, avait conquis la Hongrie supérieure et s'était fait couronner à Bratislava roi de la Hongrie réunie¹.

Prague était occupée par Louis, comte palatin, chef du camp protestant. Ce dernier contrôlait les territoires tchèques et la Moravie, et avait été lui-même couronné roi de Bohême.

En même temps, les états de Basse Autriche s'étaient révoltés contre les tendances de politique absolutiste des Habsbourg, et avaient conquis Melk et Krems, en essayant d'imposer à l'empereur leur point de vue. Mais la *monarchie des états* était devenue une fait historique anachronique, même si ceux s'y trouvant directement impliqués ne s'en rendaient pas compte encore. Les besoins politiques de l'époque demandaient la constitution d'Etats territoriaux plus grands, conduits par une monarchie absolue, garante de la justice et du bien public et arbitre des conflits surgissant de plus en plus souvent entre la noblesse et la bourgeoisie au sujet de l'exercice des fonctions publiques.

Pour tenir le pas avec la politique de l'époque, l'empereur avait besoin d'argent. Ce fut le capital venu de l'extérieur qui fournit à l'empereur les sommes nécessaires pour la pacification de l'empire. L'argent arriva de Rome, de Florence et de Gênes, et il fut employé afin de briser l'opposition des états. Face au privilèges médiévaux traditionnels, ce furent les intérêts des sociétés privées transnationales qui primèrent, notamment la liberté du commerce, la libre circulation du capital et la réduction des taxes².

D'ailleurs, la monarchie des états s'était avérée incapable de faire face au péril ottoman en Hongrie et en Bohême. Les Habsbourg ne pouvaient sauver l'Europe que par l'institution de l'absolutisme dans les territoires qu'ils administraient directement.

¹ Heinrich Benedikt, *Die Monarchie des Hauses Österreich. Ein historisches Essay*, München, 1968, p. 24.

² *Ibidem*.

La victoire de Mont Blanc (1621) fut à la base de la transformation de l'Autriche en grande puissance européenne.

Mais pour le moment, l'Autriche n'était pas un Etat national et ses habitants n'avaient pas le sentiments d'être un peuple. Dans cet espace, à l'idée d'Etat s'était pendant longtemps substituée la conscience d'appartenance à la Maison d'Autriche, dynastie impériale avec des prétentions d'universalité et grande puissance européenne, qui avait développé un sentiment de fierté *impériale* même chez les petites gens, surtout que ce système permettait l'exercice de l'autonomie locale.

Au XVII^e siècle, les autonomie locales s'étaient affermies: les territoires de l'Autriche centrale étaient conduits à partir de Graz depuis 1619. A partir de 1665, le Tyrol et la zone des montagnes visaient obtenir l'indépendance³. De toute évidence, la centralisation de l'autorité politique était contemplée avec du ressentiment même par les habitants des territoires patrimoniaux des Habsbourg.

Par contre, à Graz et à Innsbruck, résidences princières, les princes locaux exerçaient une autorité absolue. Ce n'est qu'après 1800, pendant les guerres napoléoniennes, que le mouvement national allemand commença à prendre contour, dans le sens d'une nation allemande. Mais les territoires patrimoniaux de la Maison d'Autriche restèrent jusqu'à l'époque moderne ancrés dans la tradition impériale, plus forte que le sentiment national.

Dès le Moyen Âge, des différences importantes de point de vue social, économique et culturel s'étaient manifestées entre les pays d'Europe centrale – l'Autriche, la Bohême et la Hongrie – et l'Occident. Toutefois, la même économie surtout agraire opérait à l'Occident tout comme en Europe centrale, et ni l'une ni l'autre des deux zones ne paraissait être à l'avantage.

Au début de l'époque moderne, la situation changea. Les découvertes géographiques, l'ouverture de la façade de l'Atlantique dans le commerce avec le Nouveau Monde, la déviation des routes orientales au long des côtes de l'Afrique, après la découverte du Cap de Bonne-Espérance par Bartolomeu Diaz dans la dernière décennie du XV^e siècles, les guerres avec l'Empire ottoman et d'autres facteurs amenèrent une rupture des anciennes routes commerciales et de la structure traditionnelle du commerce, qui cessa de graviter autour de la Méditerranée et se déplaça dans la zone de l'Atlantique⁴.

Du point de vue social, on remarque l'ascension de la bourgeoisie qui essaie de pénétrer dans les rangs de la classe privilégiée et obtenir le pouvoir politique. Ce mouvement social ne caractérisa que l'Occident, en Europe centrale les habitants des villes n'atteignant pas un développement leur permettant d'émettre la prétention de participer à la décision politique dans l'Etat.

³ *Ibidem*, p. 26.

⁴ Il. Căzan et E. Denize, *Marea ca factor de tranziție de la feudalism la capitalism*, dans «Revista istorică», no. 6/1990, pp. 597–600.

En Allemagne, en Bohême et en Hongrie, l'afflux de métal précieux d'Amérique eut des effets désastreux sur l'économie: inflation, abandon des mines d'argent et de cuivre, décadence des villes, phénomènes contraires à ceux que l'on observait à l'Occident, où la ville était devenue un centre de production et d'échange aggloméré. Par contre, au centre du continent, les localités urbaines se trouvaient en marge de la dissolution, les seuls produits pouvant encore se vendre de l'Europe centrale et orientale vers l'Ouest étant les produits agricoles. Ainsi, la production locale prit le chemin des marchés indépendants de l'Ouest, ne pouvant pas se vendre sur le marché local, pas assez développé pour absorber le surplus existant⁵.

L'économie agraire se développa de manière non profitable, avec toutes les conséquences négatives sur les plans social et matériel. La demande de produits pour le marché se fit en base de la croissance et de la concentration des propriétés de la haute noblesse, et non pas en base de la croissance intensive de la production. La petite propriété paysanne fut engloutie, et on peut parler d'une intensification de l'asservissement, la législation devenant très restrictive pour les paysans qui voulaient quitter le domaine féodal. Les exemples les plus éloquents se retrouvent dans l'Empire allemand, après 1525, et en Hongrie, à partir de 1517. La législation susmentionnée était en plein désaccord avec ce qui se passait à partir des XIII^e–XIV^e siècles à l'Occident, où les paysans avaient retrouvé leur liberté juridique, avec toutes les conséquences qui en dérivèrent, y compris la création d'un marché profitable de la force de travail pour l'agriculture et l'industrie manufacturière.

Au centre du continent, on remarque une tendance de la vie urbaine vers le rural, au lieu d'un accroissement de son importance dans l'économie de l'Etat. Les habitants des villes commencèrent à suppléer leurs revenus par des occupations agricoles, ce qui amena un déséquilibre dans l'échange entre villes et villages. Les revenus apportés de l'Orient par les manufactures furent remplacés ici par la production agraire. Les villes perdirent leur fonction économique de production et d'exportation, d'où leur décadence. On remarque des exceptions aussi, dont la plus notable fut celle de Vienne, qui se développa comme une capitale prospère au long des XVI^e–XVII^e siècles⁶.

Sur le plan social, ce processus eut comme résultat une société conservatrice, dominée par la haute noblesse, avec une bourgeoisie peu significative et avec une grande masse de paysans serfs. Les petits nobles, de la catégorie des chevaliers, disparurent comme classe distincte en Bohême et en Autriche. En Hongrie, cette classe survit et même s'accrut. Dans le contexte de la lutte permanente entre les Habsbourg et les Ottomans, tout ceux qui s'avérèrent capables de rejoindre l'armée à leurs propres frais furent anoblis, même s'il s'agissait de paysans serfs. L'anoblissement eut un caractère de récompense morale, car il n'offrait aucun

⁵ Victor Mamaty, *Rise of the Habsburg Empire, 1526–1815*, New York, 1971, p. 59.

⁶ *Ibidem*.

privilege, pas même fiscal, mais uniquement la liberté juridique, qui s'obtenait à son tour moyennant une somme importante d'argent⁷. On se procurait ainsi des soldats et on contournait le problème juridique de l'armement des serfs, car dès 1517 le *Triparti de Werbökczy* avait interdit aux serfs de porter des armes.

A partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, la situation économique changea dans les territoires autrichiens, qui commencèrent à se refaire rapidement après les désastres de la *guerre de Trente Ans*. L'économie était influencée par la mode française et le luxe affiché à la cour de Paris et à celle de Versailles, un marché constant pour les produits de luxe se formant ainsi. Dans ce contexte, des manufactures orientales se développèrent pour ce type de production, et la balance commerciale, de passive, devint active. La production intérieure s'accrut et ceci apporta de nouvelles sources de financement pour la trésorerie impériale, épuisée par la guerre.

Les principales branches furent les toileries de lin et les soieries, la verrerie et la production métallurgique. Le fer de Styrie était vendu par les marchands hollandais en Angleterre, en Espagne, au Portugal et même au Levant. En plus, la laine et le lin, de Silésie, devinrent des produits recherchés sur le marché européen⁸.

Les importations étaient à présent destinées surtout à l'armée – de la poudre de fusil et des armes de Hollande –, mais aussi au commerce avec des objets de luxe – les dentelles et les bijoux venaient d'Amsterdam, la soie de France et les toileries d'Angleterre.

En 1667 fut créée la *Compagnie orientale*, afin d'organiser le commerce extérieur. Celle-ci allait pourtant connaître bientôt l'échec. La Compagnie fut créée par l'Italien Lelio de Luca et l'Autrichien Bartholomäus Triangl (de Passau). Mais la manière dont ils gèrent les affaires amena la banqueroute en 1683 (juste après l'apparition à Vienne du premier café, apporté par le traducteur de langue turque du comptoir de Belgrade, Kolschitzky)⁹.

L'expulsion des Juifs de Vienne en 1670, suspectés d'être des citoyens non loyaux, entraîna un autre échec financier. La municipalité s'engagea à payer la cote d'impôts due par les Juifs, mais ne put le faire. Un nombre de 170 immeubles furent vendus sous leur prix réel, le commerce passa dans des mains malhabiles et les prix commencèrent à monter, provoquant l'inflation.

Face à l'imminence de la guerre avec les Turcs, l'empereur chercha des moyens à redresser la situation économique. On convoqua le banquier juif Samuel Oppenheimer, de Worms, avec son concitoyen Samson Wertheimer, qui devinrent les principaux débiteurs de l'État. Incapable de payer ses dettes, Leopold I^{er} décida de faire arrêter Oppenheimer sous un prétexte ou autre (de la même façon dont le

⁷ Ileana Căzan, *Imaginar și simbol în heraldica medievală*, București, 1996, pp. 133–134.

⁸ H. Benedikt, *op. cit.*, p. 29.

⁹ *Ibidem*.

roi de France Louis XIV avait procédé avec son ministre des finances, Fouquet, en 1661). Le banquier juif fut obligé de verser 500.000 *gulden* (pièces d'or) comme caution pour sa mise en liberté. Le 21 juillet 1700, sa maison fut dévalisée et toutes les preuves concernant la dette publique furent détruite. En 1701 il fut encore obligé de verser une somme de 5 millions de *gulden* (pièces d'or), obtenant en échange le titre d'*Oberkriegsfaktor*. En 1703, à la mort d'Oppenheimer, la dette de l'Etat envers le banquier s'annulait de soi¹⁰. La même politique économique d'immixtion de l'Etat dans les affaires du capital privé, avec des conséquences graves sur le développement de l'économie autrichienne dans le temps, continua pendant tout le XVIII^e siècle. Le système obligeant les sociétés privées à verser des sommes immenses pour les dépenses publiques se généralisa. Ces sociétés faisant faillite, elles étaient reprises par l'Etat, qui essayait de les rendre à nouveau profitables.

Toutes ces tribulations économiques montrent qu'au XVII^e siècle, tout comme pendant le siècle précédent, les ressources financières de la Maison d'Autriche étaient limitées exclusivement aux territoires patrimoniaux, et ici le système social conservatoire et une politique excessivement centralisée avaient retardé de manière considérable le développement d'une économie capitaliste saine.

LA RÉVOLTE BOHÈME ET LE COMMENCEMENT DE LA «GUERRE DE TRENTE ANS» (1618-1621)

À l'époque, l'état de guerre en Europe était endémique. Les politiques, les hommes de lettres et les militaires étaient tombés d'accord, dès le XVI^e siècle, que la guerre formait les caractères et préparait les hommes pour la vie. Bodin affirmait que tout Etat souverain pouvait faire la guerre, en vertu de sa souveraineté. Selon le Duc de Rohan (chef du parti protestant en France), qui ne faisait qu'exprimer l'opinion générale, les guerres à l'étranger canalisait l'ambition des esprits sans occupation, tempéraient la débauche, rendaient les hommes plus braves et plus volontaires, faisaient accroître la réputation d'un peuple vis-à-vis de ses voisins et, surtout, *étaient le meilleur moyen de prévenir les guerres civiles*¹¹.

La conclusion assez cynique de ceux qui avaient vécu les troubles du XVI^e siècle se basait sur une expérience terrible, notamment sur toute une série de guerres civiles et de conflits religieux en Europe. Le péril de la guerre civile subsistait encore au XVI^e siècle et les germes des tensions se firent sentir dès les premières années du siècle suivant. Face à la théorie politique du droit de *résistance à la tyrannie*, de plus en plus souvent invoqué par ceux que le gouvernement rendait mécontents, la canalisation des énergies vers des conflits extérieurs semblait bienvenue.

¹⁰ *Ibidem*, p. 39.

¹¹ H.G. Koenisberger, *Habsburg and Europe, 1516-1660*, London, 1971, p. 220.

Un exemple éloquent pour la façon de voir dans la guerre une école des caractères et un rituel d'initiation pour les jeunes hommes fut la participation du futur maréchal Bassompierre à la *Longue Guerre* (1593–1606), sur le front en Hongrie, à un âge très tendre, plus proche de l'adolescence. Le motif était sans équivoque. Son père, d'origine allemande, avait considéré que la prise part à la guerre entre les Ottomans et les Habsbourg serait bienvenue pour son fils et l'empêcherait de prendre goût à l'indolence et à la futilité de la noblesse française¹².

Avec une telle vision, rien de surprenant que la guerre resta le moyen principal pour résoudre les différends et affirmer la puissance d'un pays. La *guerre de Trente Ans* fut la première conflagration européenne moderne qui essaya de remodeler le système d'équilibre politique traditionnel, sorti du monde médiéval, dans lequel l'empire et la papauté représentaient les pôles principaux de la puissance, et d'affirmer fermement la politique nationale et internationale de certains États périphériques dans les rapports politiques médiévaux, comme par exemple la Bohême, le Danemark et la Suède. Aux tensions religieuses entre les États protestants et les États catholiques s'ajoutèrent des revendications territoriales. La France catholique, rivale de l'Empire allemand pendant plus d'un siècle, ne manqua pas l'occasion d'essayer de résoudre ses différends avec les deux branches de la Maison d'Autriche, espagnole et autrichienne, et s'impliqua dans le conflit en joignant le camp protestant.

Quand la guerre débuta, les Habsbourg d'Espagne représentaient encore la branche principale de la dynastie. Jusqu'à la fin de la guerre, la puissance de l'Espagne fut annihilée. Formellement, Philippe IV, roi d'Espagne, resta le *chef de la famille*, mais en réalité le pouvoir politique se transféra de Madrid à Vienne.

En dépit de la coïncidence entre les débuts du règne de l'Empereur Ferdinand II (1619–1637) et le déclenchement de la conflagration européenne, le règne de celui-ci représenta, sous maints aspects, un moment de consolidation de l'Autriche en tant que grande puissance et bastion du catholicisme. La notion d'Autriche prit un contour géographique et politique clair, et cessa de se confondre avec le nom de la dynastie et, pour cela, de se superposer à l'Empire allemand. Une dichotomie se créa entre les territoires allemands et l'Autriche, en tant que congloméré des territoires patrimoniaux des Habsbourg dans cette partie d'Europe (l'Autriche Inférieure et Supérieure, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Craine, le Tyrol, la Bohême et la Hongrie).

En 1618, l'Empereur Matthias I^{er} était vieux et épuisé par les efforts qu'il avait mis toute sa jeunesse pour s'assurer la succession au trône¹³, après la mort de son frère, Rodolphe II (sans postérité légitime). Il traita la rébellion qui surgit à

¹² Justin Bellanger, *Les impériaux en Hongrie ou le maréchal Bassompierre et le marquis de Lassay*, Paris, 1881, pp. 23–30.

¹³ Imre Gonda. Em. Niederhauser, *Die Habsburger. Ein europäisches Phänomen*, Wien, 1983, pp. 88–89.

Prague au moi de mai avec suffisance, ne présentant point les effets que les incidents de la capitale bohême auraient pour toute l'Europe. Au fait, il ne vécu pas assez pour voir le déroulement des événements. L'année suivante, le pouvoir revint à Ferdinand II.

Dès le début, Ferdinand se proposa de devenir le promoteur d'une véritable *croisade* contre l'hérésie, étant convaincu qu'il pourrait remettre le catholicisme dans ses droits¹⁴. Son plan amena toute une série de guerres de conquête et de défense. Les pillages, les dévastations, les incendies, ainsi la famine et la mort¹⁵ firent des ravages à travers tout l'Empire allemand, à une intensité telle que le pays n'avait jamais connue auparavant.

Comme résultat, la prospérité des villes libres se trouva détruite, la Bohême fut renvoyée à la situation qu'elle avait détenue deux siècles auparavant, du point de vue des libertés politiques et religieuses, et l'Allemagne se sépara définitivement en deux régions: le nord catholique et le sud protestant. À la fin de la guerre, la conséquence la plus importante pour la politique continentale fut l'ascension de la France catholique, en tant que grande puissance, qui remplaça l'Espagne, surnommée au début du XVII^e siècle *puissance mondiale*, dans l'exercice de la hégémonie.

La cause principale de la rébellion bohême se retrouve dans les conflits religieux, que l'on n'avait jamais aplanis dans l'Empire allemand. Après la paix d'Augsbourg (1555), qui avait consacré le principe *cuius regio eius religio*¹⁶, les deux camps (catholique et protestant) étaient arrivés à un *modus vivendi*, sans toutefois que l'on eut résolu le conflit de base, tenant de la liberté du culte protestant sur tout le territoire de l'Empire allemand¹⁷.

La politique tolérante de l'Empereur Maximilien II fit du mal plutôt que du bien au climat religieux de l'empire, car le manque d'intérêt pour ce problème¹⁸ donna aux deux camps l'occasion de renforcer leurs positions et préparer le terrain pour les confrontations à venir.

Le successeur de Maximilien II, le fils de celui-ci, Rodolphe II, fut un opposant déclaré de l'Eglise catholique, sans adopter pourtant une forme ou autre de la religion protestante. D'esprit méditatif, Rodolphe se montra plein de contradictions dans la question religieuse et se laissa dominé par les superstitions et

¹⁴ Adam Wandruszka, *The House of Habsburg. Six hundred years of a European dynasty*, Westport, Connecticut, 1975, p. 127.

¹⁵ Ed. Crankshaw, *Die Habsburger*, München, 1971, p. 97.

¹⁶ Principe qui obligeait les sujets à embrasser la religion du prince, fût-elle protestante ou catholique. Ce fut un compromis qui favorisa les princes et non pas les masses des croyants convertis à la Réforme, qui n'obtenaient pas une vraie liberté du culte. Ce fut aussi une source de mécontentement pour les catholiques vivant sur des domaines protestants, qui furent obligés de se convertir.

¹⁷ Il. Căzan, *Habsburgi și otomani la linia Dunării. Tratatе și negocieri de pace 1526-1576*, București, 2000, pp.

¹⁸ On disait qu'il était en vérité un adepte du luthéranisme, ou pire, un athée. *Ibidem*.

son inclination vers l'astrologie et la magie¹⁹. Pour cette raison, il installa sa cour impériale à Prague, où à l'époque il se trouvaient des astronomes et des savants illustres, comme par exemple Tycho Brahé et Kepler. Entouré de la noblesse tchèque, à laquelle d'ailleurs il ne s'y fiait point²⁰, l'empereur se trouva obligé de faire des concessions religieuses au parti *utraquiste*²¹.

La politique de Rodolphe II, qui tergiversa autant que possible les actions drastiques réclamées par le nonce apostolique Spinelli²², fut en grand coïncidente avec l'évolution de la politique européenne au début du XVII^e siècle. Une première période, qui s'étend jusqu'en 1610, se caractérisa par des efforts pour maintenir la paix. Dans cette période, la noblesse tchèque obtint de l'Empereur Rodolphe II, après beaucoup d'efforts, la *Lettre de Majesté* (9 juillet 1609), par laquelle on accordait pleine liberté au culte protestant²³.

Dans la seconde période, allant de 1610 jusqu'à la *guerre de Trente Ans*, les conflits s'aggravèrent et les deux camps commencèrent les préparations pour la confrontation.

Sur le plan religieux, le Pape Clément VII (1592–1605) essaya de maintenir le problème de la croyance dans les limites de la paix d'Augsbourg²⁴. Paul V (1605–1621), son successeur, fit revivre les idéaux anachroniques de Grégoire VII et Innocent III, les souverains pontifes qui, au XI^e et respectivement au XIII^e siècles, avaient proclamé les thèses de la suprématie papale. Sur ces bases furent alimentées des disputes de plus en plus animées entre les adeptes de la Réforme et ceux de la Contre-Réforme²⁵.

Aux deux périodes s'associent aussi des préoccupations pour former de nouvelles alliances militaires. En 1608, en Allemagne fut créée l'*Union évangélique* des princes

¹⁹ Sigrid Maria Grossing, *Schatten über Habsburg. Tragische Schicksale im österreichischen Herrschhaus*, Wien, 1991, pp. 140 et sqq.

²⁰ En 1594 il condamna à mort, pour que la sentence soit ensuite commutée en prison à vie, Popel von Lobkowitz, qui avait accusé publiquement l'empereur de ne pas respecter les droits de la noblesse bohême. Le 25 septembre 1600, pris d'une crise de folie et étant persuadé que son ministre, Rumpf, voulait l'assassiner, Rodolphe essaya, en pleine nuit, de le tuer, et tenta ensuite de se suicider. Voir Jaqueline Dauxois, *Împăratul alchimistilor, Rudolf al II-lea de Habsburg*, București, 1999, pp. 234, 251 et sqq.

²¹ Les *utraquistes* tchèques furent les premiers réformés, admis par l'Eglise romaine dès 1434. A la fin des guerres hussites, la partie modérée des *utraquistes* arriva à un compromis avec la papauté et l'empereur. Furent admises les formes de culte requises: la communion sous les deux formes, avec du vin et du pain (*utraque speciae*), et la messe en langue tchèque. En échange, l'Eglise bohême reconnaissait le pape comme chef spirituel. Au XVII^e siècle, les *utraquistes* tchèques embrassèrent la Réforme et briseront tout liens avec Rome.

²² Gertrude von Schwartzfeld, *Rudolf II.*, Wien, 1987, p. 146.

²³ Carlisle Macartney, *The Habsburg and Hohenzollern dynasties in the seventeenth and eighteenth centuries*, London, Melbourne, 1970, pp. 22–23.

²⁴ Ch.H. Carter, *The secret diplomacy of the Habsburg, 1598–1625*, New York, 1964, p. 23.

²⁵ Ch.H. Carter, *op. cit.*, p. 24.

protestants, suivie de près par la création d'une *Ligue catholique*. Les frictions entre les deux parties devinrent de plus en plus graves.

Dans le conflit entre les deux camps, l'aspect religieux allait se compliquer aussi par la lutte pour l'hégémonie européenne et la tentative de liquider les différends territoriaux. Ceci explique l'implication de la France, puissance catholique, dès le début dans la *guerre de Trente Ans*, d'abord de manière dissimulée, par l'aide accordée au camp protestant, ensuite ouvertement, par l'attaque contre l'Empire allemand et l'Espagne, dans la dernière phase du conflit.

Par exemple, le roi de France Henri IV (1589–1610), ne considéra jamais la guerre civile des Pays-Bas comme étant due uniquement à des raisons de nature religieuse; par contre, il eut la conviction que la répression sanglante ordonnée par l'Espagne n'avait pas visé de maintenir le catholicisme, mais plutôt la domination espagnole dans une zone avec un potentiel économique immense²⁶. Par conséquent, les Habsbourg espagnols n'étaient pas, tel qu'ils aimaient s'intituler, *le bras séculier de l'Église romaine*, mais représentaient la force militaire de l'Espagne, qui avait ses propres ambitions séculières et qui avait toujours été une menace pour la France²⁷. C'est pourquoi, de manière tout à fait logique, la France s'allia avec les protestants contre les deux branches de la Maison d'Autriche, espagnole et autrichienne.

À la mort de Philippe II, l'Espagne pouvait s'intituler en toute fierté puissance mondiale. En 1588, le Portugal et son empire colonial avaient été englobés par la couronne d'Espagne, et la France se trouvait en danger d'être divisée, les troupes espagnoles occupant Paris. La défaite de la flotte en 1587, sur les côtes anglaises, n'avait pas vraiment porté atteinte à la position du royaume hispanique en tant que grande puissance européenne.

Les Habsbourg autrichiens restaient en seconde position par rapport à la ligne espagnole, qui exerçait un véritable protectorat envers ses parents de Vienne. Dans les années immédiates après la *Défenestration de Prague*, la politique autrichienne fut contrôlée par les ambassadeurs espagnols de Vienne. Le chancelier Lobkowitz²⁸, qui gouvernait la Bohême, la Moravie et la Silésie, après l'échec des Tchèques de Mont Blanc, avait marié ses quatre filles en Espagne, et ses deux fils occupaient des postes importants dans les Pays-Bas espagnols. Le chancelier fut un collectionneur et un bibliophile; sa galerie de tableaux réunissait les grands maîtres espagnols et italiens, et les aventures de Don Quichotte tenaient une place d'honneur dans sa bibliothèque où, d'ailleurs, il ne se trouvait aucun livre en langue tchèque. Avec de l'argent espagnol, Lobkowitz réussit à aplanir en 1617 le

²⁶ Selon une anecdote, il y avait trois choses auxquelles Henri IV n'y croyait pas: que la reine d'Angleterre, Elisabeth I^{re}, était vierge; que l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, était un bon soldat; et que Philippe II, roi d'Espagne, était un bon Catholique.

²⁷ Ch.H. Carter, *op. cit.*, p. 25.

²⁸ D'origine tchèque, et apparenté au chef des insurgents tchèques, il resta toutefois dans le camp impérial.

conflit issu autour de l'*élection* ou de la *reconnaissance* du roi, lorsque Ferdinand II fut nommé roi en Bohême, à partir de Vienne²⁹.

En se retirant de la guerre contre Venise, les troupes espagnoles furent cantonnées à Vienne et la solde leur fut envoyée de Madrid et de Bruxelles. La présence des troupes et l'immixtion permanente de l'Espagne fut sanctionnée même par la partie tchèque, catholique et pro-allemande, qui pendant les hostilités, au lieu de se réfugier à Vienne, se retira en Bavière.

L'Espagne finança aussi les 1.500 Cosaques enrôlés par Ferdinand en 1619, même si l'on soupçonnait que parmi eux se cachaient les auteurs d'un crime abominable, le meurtre sauvage du curé de la paroisse de Holeschau, Johann Sarkander.

Cette politique impériale fut motivée par l'effort de diminuer l'autorité des états privilégiés de l'Empire allemand, qui avaient gagné un ascendant sur l'Empereur pendant la dernière guerre contre les Turcs, entre 1593–1606, et qui croyaient pouvoir manipuler l'empereur selon leur propres intérêts.

La *guerre de Trente Ans* allait débiter par un épisode bruyant, d'abord sans conséquences graves, sinon celle de léser l'image de la majesté impériale dans le royaume bohême, connu sous le nom de la *Défenestration de Prague*.

L'épisode est raconté en détail, en base des témoignages des personnages impliqués, par Franz Christoph Khevenhüller, qui passa une bonne partie de sa vie comme résident impérial à Madrid (1616–1629). Vu les liens étroits de parenté entre les deux cours, on avait considéré que dans la capitale d'Espagne il convenait d'avoir non un ambassadeur, mais plutôt un secrétaire, de toute évidence rang diplomatique de moindre importance et moins bien rémunéré. Pendant sa mission, celui-ci poursuivit deux buts : celui d'assurer la fonctionnalité de l'alliance militaire entre l'Espagne et l'Empire allemand, dans la première phase de la *guerre de Trente Ans*, et d'empêcher le mariage entre l'infante Donna Maria et le futur roi d'Angleterre, Charles I^{er}.

Dans les deux cas, il se heurta à des difficultés insoupçonnables. Etant donné son rang diplomatique inférieur, Khevenhüller fut empêché systématiquement, par l'étiquette espagnole rigide, mais aussi par les intérêts politiques d'un des proches du roi d'Espagne, Beichvater³⁰, d'obtenir les audiences demandées. En ce qui concerne le mariage de l'infante au fils du roi Jacob I^{er} Stuart, celui-ci était très bien vu par les Jésuites aussi, qui espéraient pouvoir consolider par cette alliance matrimoniale leurs positions dans le royaume insulaire. Finalement, Khevenhüller arriva à faire amener l'infante à Vienne, en qualité de future épouse de l'archiduc Ferdinand, fils de l'Empereur Ferdinand II et héritier du trône³¹.

²⁹ H. Benedikt, *op. cit.*, pp. 24–25.

³⁰ Gerd Fantur, *Die Diplomatie des Franz Christoph Khevenhüller als kaiserlichen Gesandter in Madrid (1617–1629) bei der Verheiratung der Infantin Maria von Spanien. Politische Bedeutungen und Folgen in europäischer Sicht* (thèse de doctorat), Wien, 1974, pp. 20 et sqq.

³¹ *Ibidem*, pp. 21–27.

Pendant son séjour à Madrid et surtout après son séjour à Vienne, quand il allait devenir chambellan de la cour de la future impératrice Marie d'Espagne, Khevenhüller dédia la plupart de son temps à la rédaction de l'œuvre monumentale, comprenant plusieurs dizaines de volumes, *Annales Ferdinandorum*, dont le premier volume fut publié à Vienne, en 1636. L'ouvrage, commencé en 1619, contient des documents originaux, des lettres et des actes recueillis pendant sa mission à Madrid et pas la suite. Tout naturellement, les événements de Prague y sont décrits en grand détail.

Le 21 mai 1618, dans la matinée, après que les gouverneurs impériaux eussent assisté au service religieux, une grande foule se rendit à la chancellerie de Bohême. Les gens portaient des pistolets et des mousquets. Paul Titschin informa les gouverneurs que les habitants de Prague refusaient d'envoyer dorénavant des représentants à la Diète impériale et qu'ils allaient fermer la Mairie de la ville, jusqu'à ce que les persécution contre les protestants cessent et que l'on respecte la *lettre de Majesté* et le pacte signé par Ferdinand en 1617, lors de son élection comme roi de Bohême. En plus, Titschin accusait les gouverneurs d'être directement responsables de l'atteinte portée aux privilèges des *utraquistes* tchèques et d'avoir instigué l'empereur contre eux, jusqu'à ce que celui-ci ordonne des arrestations en masse³².

Les gouverneurs essayèrent de se défendre, sans grand résultat. Quelques nobles tchèques firent sortir de la salle les gouverneurs Martiniz et Slavata, pour les sauver de la furie de la foule. Pendant ce temps, d'autres nobles, ayant à la tête Wilhelm Popel von Lobkowitz, se ruèrent sur eux par derrière et les jetèrent par la fenêtre, à partir d'une « hauteur d'environ 28 pieds » (9 mètres), y compris leur secrétaire. Le ciel, dit le diplomate Khevenhüller dans son récit³³, leur sauva la vie et leur épargna des blessures plus graves. Martiniz tomba sur son derrière, mais Slavata plongea la tête en avant, heurtant dans sa chute une corniche et se faisant ainsi une blessure assez laide du côté gauche. Dans leur chute, pris par le désespoir, les représentants de l'Empereur demandèrent l'aide de la Sainte Vierge, ce qui ne fit qu'irriter les Tchèques d'avantage. En voyant que les défenestrés avaient survécu à leur chute, on pensa que l'aide invoquée leur avait été quand même accordée.

Les rebelles ne se contentèrent pas de jeter les deux malheureux par la fenêtre, mais ils leur tirèrent aussi 2 coups de feu dessus, en les manquant. La foule déchaînée, croyant que les deux étaient morts, ne s'en occupa plus. Alors, les serviteurs de Martiniz jetèrent une corde dans le fossé et celui-ci remonta de ses propres forces. Slavata, dont les blessures étaient plus sérieuses, fut sorti du fossé par ses gens.

Les deux représentants impériaux furent soignés, hébergés et aidés à quitter Prague par l'épouse du chancelier de Bohême, Stenekno Popel, qui, bien que

³² *Annales Ferdinandorum*, vol. IX, Viena, 1722, pp. 32 et sqq.

³³ *Ibidem*.

protestante, s'était rendu compte des terribles implications que cette action imprudente pouvait avoir pour le pays³⁴.

Même si les deux représentants eurent la vie sauve et réussirent à s'échapper avec des blessures pas très graves, l'action fut considérée comme une révolte politique préméditée, et non pas comme un geste de furie spontanée. Au fait, une partie de la noblesse tchèque était parfaitement consciente de ce qu'elle faisait, le Comte Thurn sachant que la mort des deux rendrait impossible toute réconciliation entre la noblesse bohême et la Maison d'Autriche.

Heureusement, les victimes n'eurent pas beaucoup à souffrir, et le secrétaire des deux émissaires impériaux fut même anobli pour son courage, devenant ainsi Freiherr von Hohenfall³⁵. Mais Ferdinand – qui avait été confirmé roi par la Diète de Bohême en 1617 avec de l'argent espagnol – profita de l'occasion pour se lancer dans une action qu'il considérait inspirée et directement dictée par la divinité, qui semble-t-il l'avait choisi pour refaire l'unité du monde catholique³⁶.

Le cardinal Klesl conseilla Ferdinand de laisser les rebelles épuiser leur forces d'eux-mêmes, car les *utraquistes*, les calvinistes et le parti national de Bohême n'allaient jamais se mettre d'accord afin de pouvoir se mobiliser contre les forces impériales³⁷. Ferdinand fut pris d'une grande furie, ordonna l'emprisonnement de Klesl dans le château d'Ambras (au Tyrol) et demanda immédiatement à l'Empereur Matthias I^{er} la permission de réprimer la révolte.

Les événements prirent une tournure grave au mois d'août, lorsque deux armées impériales entrèrent en Bohême avec le but précis d'étouffer la révolte bohême dans le sang. La réaction des autres princes protestants de l'Empire allemand se fit attendre au début, aucun ne voulant s'impliquer dans une guerre civile contre l'Empereur.

Le premier à intervenir fut le prince du Palatinat, Frédéric, marié à la fille de Jacob I^{er} d'Angleterre. Son intervention ne fut pourtant pas dépourvue d'intérêt, et son intention ne fut pas celle d'aider la cause protestante. Aux instigations de son ministre, Christian von Anhalt, un homme d'une grande intelligence, mais aussi un grand intrigant, Frédéric considéra que le moment était venu pour lui de devenir roi de Bohême³⁸. Ce plan fut favorisé par la position stratégique du Palatinat, situé sur les bords du Rhin et à la frontière avec la Bohême, position qui permettait l'exercice d'un contrôle du mouvement des troupes.

Les princes protestants se coalisèrent autour de Frédéric, surtout après la mort de Matthias I^{er}, le 20 mars 1619, quand l'occasion surgit pour une réorganisation générale du système politique de l'Empire allemand et l'éviction de la Maison

³⁴ Carlisle Macartney, *op. cit.*, pp. 35–37.

³⁵ Baron de *Haute Descente*.

³⁶ H. Koenigsberg, *op. cit.*, p. 223.

³⁷ Ed. Crakshaw, *op. cit.*, p. 98.

³⁸ *Ibidem*, p. 97.

d'Autriche. Un roi protestant en Bohême aurait incliné la balance en faveur du parti protestant dans le Collège des princes électeurs³⁹, mettant sous le signe d'interrogation l'avenir des Habsbourg en tant que dynastie impériale.

Les rebelles attaquèrent dans toutes les provinces patrimoniales. Ferdinand ne put échapper à ses ennemis ni même en Autriche, ceux-ci arrivant jusqu'au pieds des murs de Vienne. Face au danger général et ne pouvant compter que sur le petit détachement de 400 chevaliers de son frère, Léopold de Tyrol⁴⁰, le nouvel empereur décida de défendre son héritage.

Sous des auspices troubles, à 42 ans, Ferdinand fut obligé d'attendre la décision de la Diète impériale. Plein de courage et animé par la conviction qu'il était du côté de la Vérité et sous la protection de Dieu et de la Sainte Vierge, le futur empereur se présenta à la Diète d'élection, réunie à Frankfurt, le 28 août 1619. Le fait que la veille, le 27 août⁴¹, son rival, Frédéric, prince palatin, avait été élu roi de Bohême, Ferdinand ne l'apprit que plus tard. Par conséquent, rien ne le troublant, il vota sa propre élection, en tant que prince électeur et roi légitime de Bohême. Sa présence fut salutaire dans la Diète, les autres 6 princes électeurs n'ayant pas le courage de s'opposer. L'Empereur fut élu, comble de l'ironie et en dépit des troubles à travers l'empire, à l'unanimité.

Pendant ce temps, en Bohême, Frédéric, prince palatin, commença son règne sous des auspices peu favorables. Poussé par l'ambition et conseillé par Anhalt, le roi nouvellement élu demanda qu'on lui remette la couronne, qui se trouvait gardée par un noble remplissant la fonction de palatin. La difficulté résidait dans le fait que la même couronne avait servi au couronnement de Ferdinand – deux années auparavant – et l'on se demandait comment on pourrait déposer le roi actuel, pour que l'élection et le couronnement d'un autre monarque soient légitimes. En plus, la présence de son épouse anglaise ne fit point accroître sa popularité; par contre, elle créa un climat de suspicion entre le roi nouvellement élu et les princes protestants de l'Empire allemand⁴².

D'autre part, Ferdinand, devenu empereur, commença l'organisation de l'offensive en Bohême. La commande des troupes fut donnée au général bavarois von Tilly. La *Ligue catholique* réunissait Maximilien de Bavière (auquel on promettait le Palatinat, confisqué par l'empereur à Frédéric, pour trahison), l'Espagne, qui devait attaquer du côté de ses possessions aux Pays-Bas, et l'empereur. L'alliance reçut du financement de la part du Pape Paul V, qui envoya de l'argent à Munich et à Vienne, et fut renforcée par des troupes cosaques envoyées par Sigismond III de Pologne, que les possibles conséquences d'une

³⁹ H. Koenigsberg, *op. cit.*, p. 224.

⁴⁰ Ed. Crakshaw, *op. cit.*, p. 97.

⁴¹ H. Koenigsberg, *op. cit.*, p. 226.

⁴² Ed. Crakshaw, *op. cit.*, pp.100–101.

alliance hongroise-bohême alarmaient. L'argent destiné à ces troupes fut payé par la cour de Madrid.

Au début, l'Espagne ne s'engagea pas dans de grands efforts militaires à l'appui de ses cousins de Vienne. Il existe aussi le cliché selon lequel l'Espagne comptait au catholicisme les pays protestants⁴³. En réalité, cette initiative appartient plutôt à Ferdinand II qu'aux rois de Madrid. D'ailleurs, l'expérience de Khevenhüller, en tant que diplomate à la cour d'Espagne dans cette même période, montre clairement la réticence des *grands* du royaume au sujet des demandes d'assistance militaire de Ferdinand, demandes que l'émissaire de ce dernier ne pouvait même pas remettre à Philippe III. Exaspéré, Khevenhüller, entra en audience par la force, et menaça de quitter Madrid et d'informer l'Empereur au sujet « du dangereux ennemi qu'est le roi d'Espagne »⁴⁴.

Sans aucun doute, l'Espagne était bien ancrée dans la tradition catholique, mais il ne convient point de réduire la politique extérieure de cet Etat aux dimensions religieuses. En effet, on pourrait dire que l'Espagne ne commença pas la guerre en Europe pour organiser une *croisade* contre l'hérésie, mais fut plutôt obligée de lutter contre un protestantisme militant, agressif ou défensif, mais toujours dangereux. L'impérialisme, le catholicisme et l'universalisme espagnols ont été beaucoup exagérés par l'histoire. Les concepts idéologiques existaient et étaient affichés à Madrid, mais en pratique, les rois d'Espagne étaient parfaitement conscients de la vérité des propos de Cervantes « *non puede correr sin caballo* » (on ne peut pas être chevalier errant sans cheval) et des ressources immenses qu'une guerre pour la foi aurait nécessitées⁴⁵. Malheureusement, l'Espagne fut forcée d'assumer le rôle de défenseur du catholicisme en Europe par les appels venus de la part de ses parents de Vienne, et aussi par la coalition générale de tout ceux qui se sentaient menacés. La France se trouvait elle aussi parmi ceux derniers, comme nous l'avons déjà fait remarquer.

En 1619 la coalition catholique s'avéra beaucoup plus puissante que le camp protestant. La Bohême ne trouva à ses côtés que Frédéric du Palatinat et Gabriel Bethlen, le prince de Transylvanie, qui pourtant avait d'autres buts que celui de défendre la cause bohême. Préoccupé d'occuper la Hongrie des Habsbourg et d'être proclamé roi lui-même, Bethlen organisa une campagne dans laquelle il employa à ses fins la dislocation des troupes impériales en Bohême pour s'approcher de Vienne. Menacé par une révolte en Transylvanie, Bethlen se retira en Autriche et entama des négociations avec les Habsbourg, qui aboutirent à la signature d'une paix séparée au mois de janvier 1622⁴⁶.

⁴³ Ch.H. Carter, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁴ Gerd Fantur, *op. cit.*, p. 26.

⁴⁵ Ch.H. Carter, *op. cit.*, p. 41.

⁴⁶ Veniamin Ciobanu, *Politică și diplomatie în secolul al XVII-lea. Țările române în raporturile polono-otomano-habsburgice (1601–1634)*, București, 1994, p. 198.

Ceci explique pourquoi la Bohême se trouva seule face à la grande campagne impériale. Le général von Tilly obtenu une victoire sanglante à Mont Blanc, le 8 novembre 1620. Le résultat de cette victoire fut désastreux pour l'organisation de l'Etat. Frédéric, *le roi pour un hiver*, tel qu'il fut surnommé, s'enfuit du pays⁴⁷. Le royaume perdit son autonomie pour 300 ans, ses territoires devenant provinces impériales, sous l'autorité de Vienne, par l'intermédiaire de l'institution nouvellement créée, la *chancellerie de Bohême*. L'Empereur continua à être formellement roi de Bohême, mais toutes les institutions intérieures autonomes disparurent. On peut dire que cet épisode marque le commencement du destin d'Autriche en tant que grande puissance⁴⁸.

Les mesures que l'on prit furent très sévères. A part le fait que la Bohême devenait province impériale, la religion protestante fut interdite sous toute forme et les 12 chefs des rebelles, qui avaient survécu au désastre de Mont Blanc, furent condamnés à morts, leur têtes étant par la suite hissées sur les murs de la forteresse.

Ferdinand profita des circonstances pour résoudre aussi le problème religieux dans les territoires autrichiens. Ici, il prit soin d'éviter des mesures sanglantes et réussit à neutraliser les protestants de Carinthie et de Styrie qui, craignant des conséquences similaires à celles que la révolte tchèque avait eues, passèrent au catholicisme.

La parti catholique de Bohême reçut des récompenses immenses pour l'aide donnée à l'Empereur. Celui-ci devint le plus grand propriétaire de terres au pays, domaines qu'il obtint suite à la confiscation des terres des nobles déclarés traîtres. Des propriétés furent aussi accordées, avec de hautes dignités, aux membres du parti catholique. Parmi ceux qui profitèrent de la générosité de l'Empereur on retrouve le petit noble catholique (initialement *utraquiste*) Albert von Wallenstein, qui devint le général le plus fameux de la *guerre de Trente Ans*, et aussi le noble le plus riche de Tchéquie⁴⁹.

Grâce à son génie militaire, il put mettre sur pied une armée de mercenaires pratiquement indépendante par rapport à toute puissance d'Etat. Néanmoins, les victoires brillantes et le prestige acquis allaient lui porter mauvaise chance. Certains ne tardèrent pas à l'accuser de vouloir devenir lui-même roi de Bohême, et en 1634 il tomba en disgrâce, pour que très peu de temps après il soit victime d'un assassinat, au moment même où Ferdinand II se préparait de le faire revenir à la tête de l'armée.

⁴⁷ Wilhelm Knappich, *Die Habsburger Chronik. Lebensbilder. Charaktere und Geschichte der Habsburger*, Salzburg/Stuttgart, 1959, p. 160.

⁴⁸ Ed. Crakshaw, *op. cit.*, p. 101.

⁴⁹ Grete Mecenseffy, *Habsburger im 17. Jahrhundert. Die Beziehungen der Höfe von Wien und Madrid während des Dreissigjährigen Krieges*, dans «Archiv für österreichische Geschichte», Bd. 121, 1 Heft, 1955, pp. 21–26.

La situation désastreuse dans laquelle se trouvait à présent la Bohême fit quelque impression sur l'opinion publique protestante, mais en grand les événements furent traités comme étant des problèmes intérieures de l'Empire allemand, résolues de manière légitime par le souverain de l'Etat. Le conflit allait réapparaître, cette fois-ci avec une implication européenne protestante beaucoup plus vigoureuse, en partant de la situation du Palatinat, confisqué à Frédéric et accordé à Maximilien de Bavière. Vu la position de la principauté, située exactement à la jonction entre les territoires protestants et catholiques, la possession du Palatinat devint un problème européen⁵⁰, qui fit regrouper les forces, en préparation pour la phase suivante de la *guerre de Trente Ans*, nommée la *période danoise* (1625–1629).

LA SITUATION ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET RELIGIEUSE EN HONGRIE

La Maison d'Autriche voulut utiliser le même procédé pour faire *reconnaître* Ferdinand II roi de Hongrie, de telle manière qu'elle avait procédé en 1617 en Bohême. On comptait sur la diète pour *reconnaître* à Ferdinand le droit d'héritier légitime. Philippe III, roi d'Espagne, offrit même son aide militaire, au cas où les négociations en Hongrie allaient échouer⁵¹.

Au mois de mars 1618, l'Empereur, Matthias I^{er}, convoqua la diète du royaume hongrois à Bratislava, pour qu'ici Ferdinand soit « *proclamé, reconnu et couronné* » roi de Hongrie. Il est à remarquer le fait que l'Empereur évita avec habileté le mot *élection*⁵².

La diète s'opposa de toutes forces à la formule proposée. Si le mot *élection* avait été inséré parmi tous les autres, la noblesse hongroise aurait sans doute voté Ferdinand, mais dans la situation créée on considéra que les intérêts et les privilèges de la noblesse avaient été lésés. On rouvrit ainsi un conflit, vieux de plus d'un siècle, au sujet du droit des barons du royaume d'élire leur roi.

Les nobles demandèrent à l'Empereur un diplôme spécial qui reconnaisse, une fois pour toute, le droit du royaume d'élire librement son souverain, requête qui contrevenait aux intérêts de la Maison d'Autriche, qui considérait la Hongrie comme étant une possession patrimoniale. Ferdinand semblait être dans une impasse. Finalement, on arriva à un compromis. Ferdinand allait être reconnu roi à condition d'accorder le diplôme requis.

La diète vota le 17 avril la formulation verbale des requêtes stipulées, notamment « la liberté de choisir en conformité avec les stipulations en vigueur »,

⁵⁰ Grete Mecenseffy, *op. cit.*, pp. 11–15.

⁵¹ Anton Gindely, *Über die Erbrechte des Hauses Habsburg an die Krone von Ungran, in der Zeit von dem Jahre 1526–1687*, Wien, 1873, p. 37.

⁵² *Ibidem*.

ce qui renvoyait aux débats du temps de Ferdinand I^{er} et laissait entendre que l'élection allait se faire exclusivement parmi les membres de la Maison d'Autriche. Ce résultat fut satisfaisant pour Matthias I^{er} et Ferdinand, qui firent rédiger un nouveau diplôme, dont le texte stipulait: «*sit per hoc ab Augusta Domu nostra Autriceca in electionibus Regibus desciscere...*»⁵³.

Le 23 avril le diplôme fut présenté dans la diète, qui littéralement explosa. Ses membres se rendirent compte que l'Empereur avait fait usage de l'assentiment verbal du 7 avril afin de liquider la liberté d'élection du roi. La diète rejeta le diplôme, qui fut rédigé à nouveau, avec un plus de subtilité, pour tromper la vigilance des Hongrois.

On opta pour une nouvelle formule: «*Status et Ordines post plures tractatus, juxta antiquam consuetudinem et libertatem eorundem semper observatam paribus votis et unanimi consensu in dominum et regem ipsorum rite elegerunt, proclamarunt*».

Si pour les Hongrois, *antiquam consuetudinem* représentait le droit d'élire leur roi, la formule, telle qu'elle y était inscrite, faisait référence à la modalité par laquelle Ferdinand obtenait le trône, notamment par le droit d'héritage de la maison royale, ce qui pratiquement annulait l'élection.

Le 16 mai, Ferdinand II fut élu par la diète. Ses successeurs, Ferdinand III, Ferdinand IV et Léopold I^{er} allaient obtenir la dignité royale sans que l'on remette en discussion la liberté d'élection ou les droits héréditaires de la dynastie des Habsbourg, qui en plus avait déjà imposé la règle de la primogéniture.

Au delà du problème de la liberté d'élection du roi, la société hongroise du XVII^e siècle était déchirée par de grandes contradictions dues surtout au fait que le royaume était divisé en 3 entités distinctes: la Hongrie royale ou des Habsbourg, recouvrant l'ouest et le nord du territoire hongrois de 1526, le *beylerbeylik* de Buda, province ottomane correspondant au centre et à l'est de la Hongrie actuelle et, enfin, la Transylvanie, principauté autonome, d'où partiront au XVII^e siècles toutes les tentatives désespérées visant à refaire le royaume.

Du point de vue de la superficie, la Transylvanie fut la plus grande entité politique du royaume divisé, tout comme du point de vue démographique et économique, elle se détacha nettement par rapport aux territoires occupés par les Turcs ou par les Habsbourg.

La Hongrie royale avait 1 200 miles², la Transylvanie 2 082 miles² et la Hongrie ottomane 1 850 miles². Les frontières passaient, au nord, par Erlau, et à l'ouest par Esztergom et Kanisa. Dans la Hongrie supérieure, la Maison d'Autriche détenait aussi la ville de Cassovie, (Kosíče) et quelques autres villes dans la région des montagnes, à la frontière avec la Styrie⁵⁴.

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ Franz Firnhaber. *Aktenstücke zur Aufhellung der ungarische Geschichte des 17. und 18. Jahrhunderts*. Aus *Privatarchiven*, dans «Archiv für Kunde österreichischer Geschichtsquellen», Bd. 8, 1852. pp. 3–4.

En dépit des stipulations claires des traités de paix, la région de frontière fut un théâtre de guerre permanent, des comitats entiers changeant sans cesse de maître. En 1619, pendant la campagne de Frédéric, comte du Palatinat, en Bohême, Gabriel Bethlen entra dans la *Hongrie royale* et fut proclamé roi, déclarant la guerre à l'Empereur. D'ici de nouvelles frictions et revendications territoriales dans les traités de paix qui allaient suivre.

Les documents contemporains présentent le XVII^e siècle dans les couleurs les plus sombres, en déplorant la situation dans laquelle se trouvait un royaume jadis si puissant. Le pays était dans la «*plus grande dévastation*», avait «*un sort misérable*», apparaissait comme un «*tableau effacé*» ou comme «*une bougie qui s'éteint*». L'état déplorable était attribué surtout à la division politique et à l'occupation étrangère. Au delà des causes invoquées, qui sont discutables, toutes les sources contemporaines saisissent très clairement la situation. Elles parlent toutes de la nécessité d'un «*changement terrible*» en Hongrie, avant que «*ce monde en transformation ne l'engouffre comme la mer*»⁵⁵.

Le XVII^e siècle amena des transformations rapides en Europe, qui ne furent pas toutes bénéfiques. De grandes crises dues aux prix, aux salaires, aux conditions démographiques, à la production agricole, aux revenus et aux conditions de vie se firent ressentir. Par comparaison avec le XVI^e siècle, on remarque de longues périodes de stagnation, menant à des régressions sévères, bien que de courte durée. Les souffrances de la population rurale étaient multiples: des salaires misérables, des productions faibles, des épidémies menant à la décroissance de la population. Ces phénomènes caractérisaient presque toute l'Europe (mais le centre du continent plutôt que l'Occident). Seule l'Angleterre sortit de cette crise et atteignit un progrès rapide, justement à cause de la régression générale, basée sur un phénomène de *reféodalisation*, très marqué en Europe centrale. Il est à souligner que l'Angleterre, grâce à sa position insulaire, ne se trouva impliquée que de manière tangentielle dans la *guerre de Trente Ans*.

Après 1648, on remarque un changement essentiel dans la structure du commerce. Les biens de consommation et les produits industriels deviennent prioritaires dans le commerce maritime à grande distance. Les articles de luxe perdent leur prépondérance. Ce changement de la structure du commerce fut une composante du développement de l'économie industrielle en Europe occidentale. Les marchés d'Europe centrale et orientale se raccordèrent aussi aux nouvelles activités commerciales et, dans la mesure où ils purent le faire, ils se préparèrent pour le développement d'une industrie capitaliste, ou accumulèrent un retard de plusieurs siècles par rapport à l'Europe occidentale.

⁵⁵ Agnes. R Várkonyi, Historical personality, crisis and progress in 17th century Hungary, Budapest, 1970 (col. Studia Historica Academiae Scieciarum Hungariae, vol. 71), p. 269.

Au XVII^e siècle la structure sociale de la Hongrie était encore figée dans la tradition féodale. Le développement urbain stagnait, la bourgeoisie ne s'était pas encore formée en tant que classe sociale viable et, dans le monde rural, le servage s'était accentué. La noblesse était toute puissante, s'occupant y compris d'activités commerciales (surtout avec des produits agricoles). Dans le royaume hongrois et en Transylvanie l'émancipation sociale avait comme but l'anoblissement de ceux qui s'étaient distingués dans la lutte contre les Turcs⁵⁶.

Les impôts montaient périodiquement. Au début du siècle, la *Longue Guerre* dévasta le pays, et en 1618 la Hongrie se lança dans l'aventure de la *guerre de Trente Ans*, qui dans ce pays allait se prolonger jusqu'à la fin du siècle.

Entre 1600–1711 on enregistra cinq grandes épidémies de peste dans l'espace hongrois (1603–1604, 1621–1622, 1644–1645, 1690–1692, 1708–1713). A part ces épisodes violents, la peste resta une maladie endémique. A cause de la présence constante des foyers locaux, la peste provoqua des victimes pendant chaque décade du siècle et amena une décroissance démographique considérable⁵⁷.

L'économie de la Hongrie eut à porter un lourd fardeau au XVII^e siècle. Des épidémies parurent chez le bétail aussi, ce qui amena la famine. L'économie hongroise était basée surtout sur les produits agricole, c'est pourquoi la récession se fit sentir d'autant plus fort, vu la baisse de la production de blé et les difficultés à trouver des marchés pour les propres produits⁵⁸.

La structure économique devenait vétuste, la bourgeoisie n'existait pratiquement pas et l'industrie ne s'était pas développée; en plus, le pays se trouvait divisé en trois et était devenu un théâtre de guerre. Par conséquent, il n'existait pas de conditions pour le développement de la production, les voies étaient peu sûres et le commerce naval n'était possible que par le seul port sur la côte de l'Adriatique, Buccari⁵⁹.

La situation de la Transylvanie dans cette période fut tout à fait différente: elle avait un sol fertile, des richesses naturelles, en demande en tant que matières premières pour l'industrie, des mines de fer, des fonderies de cuivre, des ressources en bois d'essences requises par l'industrie navale. L'agriculture produisait un excédent de bétail et de vins, et le niveau de vie dans cette principauté était beaucoup plus élevé que dans les territoires hongrois dépendants des Habsbourg ou des Ottomans. Un autre facteur favorisant le développement de l'économie fut l'existence d'un excédent en sel, produit demandé sur le marché occidental et qui

⁵⁶ Il. Căzan, *Imaginar...*, pp. 133–134.

⁵⁷ A.R. Várkonyi, *op. cit.*, p. 271.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 273.

⁵⁹ A.R. Várkonyi, *Handelswesen und Politik im Ungarn des 17–18 Jahrhunderts (Theorien, Monopole, Schmugelbewegungen 1600–1711)*, dans «Acta historica Academiae Scientiarum Hungaricae», 17/1971, p. 210.

en Transylvanie était peu cher, ce qui en même temps rendait possible la conservation des provisions.

De nombreux voyageurs se rendant en Transylvanie ont laissé des journaux de voyage d'où il résulte qu'il n'avaient pas visité la Transylvanie pour le plaisir ou pour satisfaire leur curiosité, mais avec la mission expresse de recueillir des informations au bénéfice des possesseurs de capital de l'Empire allemand, d'Italie, ainsi que de Hollande et d'Angleterre.

En plus, dans la période en question, la Transylvanie était bien placée aussi du point de vue des routes commerciales qui liaient le monde ottoman, la Moldavie et la Valachie de l'Europe septentrionale et occidentale, ainsi que de l'Europe centrale et orientale. La Hongrie royale tenait une position similaire, qu'elle n'exploita pourtant pas dans les meilleures conditions à cause de ses problèmes politiques et sociaux.

Le commerce en Transylvanie avait lui aussi ses particularités. Tout le monde était engrené ici dans le commerce. La noblesse, les soldats du système défensif de frontière, les serfs roumains et hongrois et, sans doute, les habitants des villes vendaient du vin, du sel et du grand bétail. La situation était similaire dans des zones de la Hongrie royale.

Les serfs du Maramureş et d'Árva vivaient du commerce avec du sel. A Torna on vendait du vin et à Sopron du bétail. Les grands nobles hongrois de l'époque – Thurzó, Forgács, Nádasdy, Eszterházy, Pálffy, Frangepán, Csáky, Bathyány – soit de la Hongrie royale, soit de la Transylvanie, tiraient des bénéfices importants du commerce⁶⁰.

Il est à remarquer que cette activité, dans sa plus grande partie, prenait la forme de la *contrebande*, ce qui faisait perdre à l'Etat des revenus importants et maintenait une structure économique déficitaire, en dépit des grands profits que cette activité rapportait. Toute action entreprise par la noblesse afin de monopoliser et d'interdire le commerce aux autres catégories sociales ne fit qu'amplifier la contrebande.

Toutefois, la noblesse n'investissait pas le capital accumulé, elle ne finançait pas l'activité industrielle ou bancaire, mais dépensait des sommes énormes pour construire des palais, depuis la capitale de l'Empire allemand, Vienne, jusque dans les coins les plus éloignés du royaume⁶¹.

Du point de vue du commerce extérieur, au XVII^e siècle la Hongrie devint elle-même un marché pour les produits de l'industrie occidentale. Les textiles dominaient les importations hongroises, et l'exportation de bétail fut affectée par le changement survenu dans les routes commerciales, le commerce maritime prévalant dorénavant par rapport aux routes traditionnelles du Moyen Âge

⁶⁰ *Ibidem*, p. 212.

⁶¹ *Ibidem*, p. 213.

traversant la Hongrie en allant vers l'Autriche et l'Allemagne, en ensuite vers l'Italie et l'Occident.

La principale activité d'exportation, le commerce avec du cuivre, fut à son tour monopolisée pour de longues périodes par le capital allemand, auquel on donna en concession les mines de cuivres de la Hongrie supérieure (en 1603 au banquier allemand Lazarus Henkel, et en 1641 à la famille de banquiers Joanelli, originaires d'Italie). La Hongrie devint graduellement une source de matières premières pour l'industrie occidentale. Dans les premières décennies du XVII^e siècle le cuivre de Hongrie se vendait à la bourse de marchandises de Hambourg, et à partir de 1640 à Amsterdam aussi⁶².

Les étrangers voyageant en Hongrie envoyaient dans leur pays d'origine (l'Empire allemand, la Hollande, l'Angleterre) des rapports débordant d'enthousiasme au sujet des richesses naturelles du pays, un pays sans capital propre, qui n'attendait qu'à être *découvert* par les entrepreneurs de l'Empire allemand et des pays occidentaux.

Dans ce contexte, la politique économique de la cour de Vienne envers la Hongrie royale se basa exclusivement sur le monopole, soit par la concession (pour la vente et l'exploitation du cuivre), soit par la création de grandes sociétés d'Etat, comme celles qui, à commencer par 1623, monopolisèrent le commerce avec du bétail.

Les marchands italiens reçurent temporairement le droit d'exporter annuellement, à partir des territoires de l'Empire des Habsbourg, une quantité fixe de bétail. En 1632, Lucio Calcinelli faisait sortir de l'empire 12.000 bœufs par an, en 1651 Carlo Miglio 20.000, et en 1672 Lelio Luca 50.000 bœufs⁶³.

Le sel devint à son tour monopole d'Etat, rapportant des sommes importantes à partir des taxes de douane et de transportation. Pour protéger l'extraction et la commercialisation du sel dans les Alpes, les autorités de Vienne interdirent l'importation du sel. En 1637, des taxes de douane prohibitives furent introduites pour le sel apporté de Pologne par la Moravie, que l'on devait payer à Olmutz. En 1651 l'importation de sel de Transylvanie fut interdite. Le sel, provenant de Hongrie et de Transylvanie commença dès les premières années du XVII^e siècle à être soumis au contrôle du monopole autrichien, la première tentative en ce sens étant faite par le général Basta. En 1690, le commerce avec du sel entra exclusivement dans les attributions d'une institution nouvellement créée, *Kameralmonopol*⁶⁴.

Mais le monopole commercial ne rapporta pas nécessairement des profits à l'Etat, la contrebande suppléant le marché libre. Le monopole amena aussi une hausse de prix pour les produits, comme par exemple dans le commerce avec du bétail. Le prix pour un bœuf monta de 35 *gulden* (pièces d'or) au début du siècle à

⁶² Idem, *Historical personality, crisis and progress...*, p. 275.

⁶³ Idem, *Handelswesen und Politik im Ungarn des 17-18...*, p. 216.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 218.

95 *gulden* (pièces d'or) en 1651, ce qui se retrouva dans le prix de la viande, qui devint excessivement cher. A son tour, le sel commercialisé par l'intermédiaire du *Kameralmonopol* ne rapportait en 1694 qu'un revenu de 25 000 *gulden* (pièces d'or) par an⁶⁵, ce qui dénote que le marché noir fonctionnait à plein, au détriment de l'économie de l'Etat.

Du point de vue politique, la situation de la Hongrie se trouva marquée par le fait qu'elle était occupée par les Ottomans et les Habsbourg.

En Hongrie centrale et orientale, on appliqua systématiquement le schéma de la conquête ottomane dans les Balkans et en Europe centrale, telle que décrit par Halil Inalcik et comprenant les étapes suivantes:

1. Affaiblissement par des guerres locales et des expédition punitives contre le pouvoir militaire et économique du pays à conquérir.
2. Entrepris d'une expédition militaire de grande envergure, provoquant une défaite décisive, au centre même du territoire visé. L'armée, le plus souvent, se désorganisait complètement, sans pouvoir se refaire, et le système défensif de l'Etat en question était ainsi annihilé.
3. On occupait les forteresses et les positions stratégiques, en *délaissant* apparemment le territoire conquis. En réalité, on faisait venir au pouvoir une faction pro-ottomane, prête à servir les intérêts de la Porte.
4. La société locale commençait à s'habituer graduellement à la présence militaire et politique ottomane. Au moment venu, et lorsque les intérêts politiques le dictaient, une nouvelle expédition militaire dévastatrice était organisée, par laquelle le territoire était englobé dans l'Empire ottoman⁶⁶.

Toutes les étapes énoncées plus haut se retrouvent dans la conquête de la Hongrie au XVI^e siècle. Après la bataille de Mohács, la Hongrie ne fut pas englobée dans l'Empire ottoman, car elle avait cessé de présenter du danger du point de vue militaire. Par contre, Zápolya servit les intérêts du sultan, en épargnant ainsi toute dépense liée à l'organisation d'une province et en menant sur son compte une guerre d'usure contre la rivale des Ottomans, la Maison d'Autriche⁶⁷.

Du point de vue de l'expansion ottomane, la Hongrie se trouva sur l'une des directions envisagées, pour qu'au XVI^e siècle Vienne elle-même soit visée (1529). Au XVI^e siècle d'ailleurs, l'intérêt des sultans ottomans, dans leur expansion vers l'Occident, oscilla entre Rome et Vienne, les deux étant perçus à l'époque en tant que symboles de l'universalisme politique impérial romain⁶⁸.

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ Szakály Ferenc, *Der Wandel Ungarns in der Türkenzeit*, dans *Habsburgisch-osmanische Beziehungen. Wien 26–30 September 1983. Colloque sous le patronage du Comité international des études pré-ottomanes et ottomanes*, édité par Andreas Tietze, Wien, 1985, p. 36.

⁶⁷ Il. Căzan, *Habsburgi ...*, p. 98 et sqq.

⁶⁸ Tahsin Gemil, *România și otomanii secolele XIV–XVI*, București, 1990, pp. 166–170.

On ouvrit donc une nouvelle voie d'action vers l'Europe centrale et l'Empire allemand. L'idée de créer un *Etat tampon* entre les Ottomans et les Habsbourg ne fut valable que pendant la vie de Zápolya. En 1541, elle fut abandonnée. Même jusqu'alors, il n'avait pas été question d'un véritable *Etat tampon*, mais plutôt d'un territoire strictement contrôlé par l'autorité ottomane. Le rôle de véritable *Etat tampon* allait revenir à la Transylvanie, surtout au XVII^e siècle.

Avec la mort de Zápolya le 17 juillet 1540, il devint clair que la situation politique pouvait changer rapidement, surtout que Ferdinand d'Autriche avait envoyé le général von Rogendorf avec des troupes dans la Hongrie orientale, ce dernier occupant Buda temporairement⁶⁹. C'est pourquoi le sultan décida que le temps était venu de passer à la quatrième *étape* de la conquête. Jusqu'en 1552 il n'arriva à occuper qu'un tiers du royaume hongrois, ce qui montrait que les nouveaux rivaux, les Habsbourg, étaient devenus un facteur politique et militaire digne de redoutable. Les nouvelles conquêtes assuraient les frontières de l'Empire ottoman contre le nouvel ennemi. Elles s'arrêtèrent en grand aux territoires de 1552, lorsque le *sangeac* de Timișoara fut organisé au Banat⁷⁰. Des conflits de frontière continuèrent, apportant de nouveaux gains territoriaux, mais en grand les frontières restèrent celles de 1568, telles que stipulées dans le traité d'Andrinople⁷¹.

La situation politique intérieure de la Hongrie occupée par les Habsbourg ne fut pas très différente par rapport à celle de la province ottomane, à l'exception du fait qu'ici les conditions furent plus propices pour la révolte. La noblesse hongroise ne put jamais accepter l'idée d'un roi et d'une administration centrale, imposant des lois venant du dehors du pays. Surtout dans la question du régime de la propriété et des serfs, la noblesse hongroise se plaça toujours en contradiction avec les ordonnances royales. Les représentants de celle-ci – le palatin, le juge du royaume et le chancelier – s'opposèrent avec véhémence à toute atteinte portée aux privilèges nobiliaires, que d'ailleurs le roi, au moment de son élection, s'engageait à respecter. Par conséquent, la hausse des impôts ou la perception de nouvelles taxes ne purent se faire que par la force⁷².

En Transylvanie, constituée en principauté autonome tout comme la Valachie et la Moldavie, la structure politique resta pendant longtemps plus conservatoire. Ici, le pouvoir du prince par rapport aux états était plus grand, les états de Transylvanie détenant moins d'autorité que dans la Hongrie occidentale, contrôlée par les Habsbourg. Ceci s'explique par le fait qu'en Transylvanie le chef politique (voïvode ou prince) était un des nobles les plus riches, ses propriétés foncières assurant à l'autorité politique une base matérielle solide. Ce qui empêcha

⁶⁹ Il. Căzan, *Habsburgi* ... pp. 162–165.

⁷⁰ Pour la conquête et l'organisation de la principauté, voir aussi Cristina Feneșan, *Constituirea principatului autonom al Transilvaniei*. București, 1997, pp. 132–160.

⁷¹ Il. Căzan, *op. cit.*, pp. 267–273.

⁷² Szakály Ferenc, *op. cit.*, p. 41.

l'apparition d'une aristocratie puissante, comme par exemple dans les régions de la Hongrie occidentale. Les états de Transylvanie n'eurent pas d'autonomie propre; par contre, les représentants des états, les nobles, les représentants des comitats et des autonomies (*sièges*) des Saxons et des Szeklers agirent en tant qu'instruments du pouvoir princier⁷³.

Au XVII^e siècle les états de la Hongrie occidentale s'opposèrent de toutes forces aux tentatives des Habsbourg visant à atteindre la centralisation politique et à mettre entrave au protestantisme. Ces tentatives furent perçues comme une atteinte aux droits et aux privilèges garantis par le pacte signé entre le roi et la noblesse au moment de l'élection sur le trône. C'est pourquoi, au XVII^e siècle la noblesse trouva qu'elle avait le droit légitime de se révolter.

Paradoxalement, la structure politique de la Transylvanie aida les états de la Hongrie royale à affirmer leur revendications. En 1604, la révolte d'Etienne Bocskai embrasa en même temps les territoires hongrois et la Transylvanie. Cette dernière offrit un appui constant à la révolte contre les Habsbourg. La situation se répéta au temps de Gabriel Bethlen et du prince Gheorghe Rákóczy I^{er}. La fin du siècle allait apporter le projet insolite d'unification du royaume hongrois sous la souveraineté ottomane, idée nullement dépourvue de pragmatisme politique, surgie en tant que réaction envers les tendances de plus en plus agressives de centralisation de l'absolutisme des Habsbourg.

L'attitude envers l'absolutisme des Habsbourg fut en général hostile, l'absolutisme étant confondu avec la domination oppressive de la Maison d'Autriche, qui lésait les privilèges anachroniques de la grande noblesse. Cette attitude, tout comme la tendance à justifier l'absolutisme des Habsbourg, se retrouve dans l'historiographie de l'époque.

Le cardinal Pázmány, provenant d'une famille calviniste et converti au catholicisme, s'entoura de plusieurs prélats qui voyaient dans les Habsbourg le principal appui pour assurer le succès de la Contre-Réforme en Hongrie. Parmi eux on retrouve l'évêque d'Oradea, Georges Barsony. D'autres prélats allèrent jusqu'à offrir la *couronne de St. Etienne* aux représentants de la Maison d'Autriche, en qualité d'*héritiers héréditaires*⁷⁴ du trône, bien que dans la tradition politique hongroise, respectée scrupuleusement pendant six siècles, la monarchie fut considérée élective en Hongrie. L'idée d'une monarchie héréditaire fit son apparition dans la diète en 1655, pour être mise en pratique effectivement après la conquête de la Hongrie orientale par les Habsbourg en 1687, à l'occasion du couronnement de l'archiduc Joseph, le futur empereur Joseph I^{er}.

⁷³ *Ibidem*, p. 43, voir aussi Nathalie Kálnoky, *Les constitutions et les privilèges de la noble nation sicule*, Budapest, Paris, Szeged, 2004, pp. 65–76.

⁷⁴ Jean Beranger, *Les fondements théoriques de l'absolutisme dans la Hongrie du XVII^e siècle*, dans «Etudes finno-ougriennes», tome VIII/1971, p. 23.

Entre 1650–1660, ce courant eut comme représentants le comte Miklós Zrinyi, le général Montecuccoli et, vers la fin du siècle, le baron Hoher et l'évêque Kollonich.

Miklós Zrinyi fut le seul noble hongrois à soutenir vers l'année 1650 l'absolutisme des Habsbourg. Il était général dans la zone de frontière et ban de Croatie. Il identifiait l'absolutisme à l'autorité royale, capable de défendre l'indépendance du pays et, pour être plus convainquant, il fit revivre la personnalité de Matthias Corvin, en tant que héros mythique⁷⁵, le roi qui avait fait de la Hongrie une grande puissance respectée partout en Europe et qui avait conduit le royaume d'une main ferme pendant plus de 30 ans.

Le général Montecuccoli, d'origine italienne, et le baron Hoher, Alsacien, firent carrière politique grâce à leur formation juridique et militaire exceptionnelle (surtout dans le cas de Montecuccoli). Les deux furent les partisans les plus acharnés de l'absolutisme des Habsbourg, vu en opposition et au détriment des privilèges de la noblesse hongroise, et ayant comme but de transformer la Hongrie en province asservie. Montecuccoli exposa ses idées dans son ouvrage *L'Ungheria nell'anno 1677*.

Le plus intéressant théoricien, dont l'œuvre est pourtant peu connue, fut le cardinal Leopold Kollonich, qui laissa un ouvrage non publié. Son rapport au sujet de la réorganisation de la Hongrie fut présenté en 1688 et il représente au fait l'essence de son œuvre⁷⁶.

Le projet de Kollonich est intéressant pour le fait qu'un Hongrois d'origine aristocratique attaque la législation traditionnelle féodale hongroise, le *Triparti*, et souhaite la consolidation de l'autorité de l'Etat. Un immense scandale s'ensuivit, et les Hongrois renièrent Kollonich pendant longtemps.

Au pôle opposé de la pensée politique hongroise se situa l'idée de l'indépendance et de la réunification de l'Etat, qui trouva ses adeptes en Transylvanie, tout comme dans la Hongrie royale.

Au XVII^e siècle, l'idéal de la lutte pour l'indépendance fut représenté par Gabriel Bethlen (1580–1629), par le comte Miklós Zrinyi (1620–1664), ban de Croatie, poète et général, ainsi que par François Rákóczi II (1676–1735), qui se situa à la tête du plus grand mouvement d'indépendance de la Hongrie jusqu'en 1848. L'activité de ces trois personnalités aida la Hongrie dans la lutte entre les Habsbourg et les Turcs pour l'hégémonie politique, mais contrevint aux conditions générales de l'époque. Ce que les trois désiraient se situait en opposition avec la tradition politique de la Hongrie féodale et avec les intérêts de leur propre classe; pourtant, ils eurent l'intuition du sens du progrès social et politique⁷⁷.

⁷⁵ *Ibidem*, p. 24.

⁷⁶ *Ibidem*, p. 27.

⁷⁷ Agnes. R. Várkonyi, *Historical personality, crisis and progress...* p. 265.

Au XIX^e siècle, l'historiographie romantique et nationaliste hongroise considérait que le progrès social en Hongrie avait été similaire à celui en Europe occidentale, mais la Hongrie n'avait pas pu évoluer à cause des facteurs extérieurs qui l'opprimaient (les Turcs, les Allemands, etc.). Les figures historiques du XVII^e siècle furent transformées en super héros. Les personnages, sortis du contexte de l'époque, furent intégrés dans la mentalité du XIX^e siècle. Ils devinrent ainsi les représentants d'une société hongroise parfaitement harmonisée, où tout élément dissonant était attribué à l'oppression des Habsbourg. Les trois devinrent les symboles de la lutte pour l'indépendance nationale, mais telle que celle-ci était conçue par la noblesse hongroise. Pour elle, la Hongrie féodale était un Etat modèle, unique en Europe, ayant une mission civilisatrice envers les peuples voisins, considérés *retardés*⁷⁸.

Une autre école d'historiographie hongroise de la période 1920–1930, qui s'occupa de l'histoire des idées politiques, allait voir dans les héros nationaux des incarnations du *génie européen* matérialisé dans *l'esprit particulier hongrois ou transylvain*. L'apparition des personnalités politiques, devenues héros nationaux, fut perçue comme un fait historique unique, et l'histoire de la Hongrie partie composante de l'histoire de l'Europe centrale et occidentale, mais complètement étrangère aux événements de l'Europe de l'Est et du Sud-Est.

La réalité montre qu'entre la situation générale de la société hongroise et le corps politique nobiliaire il y avait un grand hiatus, ce même hiatus se retrouvant aussi entre ce dernier et les trois personnalités mentionnées plus haut. L'action politique des trois ne fut pas étrangère aux autres réalités de la société hongroise qui, face à la tendance de l'Occident à évoluer vers une société capitaliste, bourgeoise, restait ancrée dans la tradition féodale, génératrice de troubles graves sur les plans économique et social⁷⁹.

Gabriel Bethlen, Miklós Zrinyi et François Rákóczi envisageaient la création d'un Etat hongrois assez puissant pour pouvoir faire face aux transformations en Europe à l'époque.

Le premier pas aurait été la neutralisation d'une intervention ottomane, suivie par l'expulsion des Turcs de la Hongrie orientale. Le deuxième pas devait amener l'élimination des Habsbourg de la Hongrie occidentale et la réunification du royaume indépendant. Mais la création d'un Etat hongrois puissant était une œuvre laborieuse, et les trois personnalités savaient que pour l'entreprendre il fallait opérer d'abord des modifications dans le système économique et social du pays.

Zrinyi déclencha le mouvement d'indépendance par son discours devant la noblesse hongroise croate, par lequel il demandait l'action immédiate – « donnons un nouveau cours à nos problèmes » disait Zrinyi. François Rákóczi, un demi siècle

⁷⁸ *Ibidem*, p. 266.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 268.

plus tard, faisait la même exhortation: «choisissons une voie qui, espérons-le, pourra servir au bien du pays»⁸⁰.

La *voie* devant améliorer la situation générale ne recouvrait pas uniquement les aspects de nature morale. La capacité politique d'une nation indépendante n'était pas à concevoir sans une armée puissante et sans un système d'impôts plus efficient, qui aurait nécessairement inclus l'abolition des privilèges fiscaux⁸¹. Bethlen, Zrinyi et Rákóczyi était tout aussi conscients de l'inefficacité et de l'anachronisme de l'armée nobiliaire, qu'aucune contrainte ne pouvait ramener à la discipline.

Dans le pamphlet *Remède contre l'opium turc*, Zrinyi attaque les vices de la noblesse, en peignant une image sombre de son époque, une époque où les jeunes buvaient outre mesure, étaient mal soignés et sales, ignorants et arrogants. En ce qui concerne le port des armes, ces derniers ne se montraient pas plus habiles que dans d'autres aspects de leur vie terne et inutile⁸².

Le premier des trois héros nationaux hongrois fut aussi celui qui **réforma l'armée**. Gabriel Bethlen enrôla une armée de mercenaires écossais, anglais, allemands, hollandais et suisses⁸³. Il choisit parmi eux des officiers pour l'instruction de ses troupes, qu'il eut l'ambition et réussit à transformer en armée moderne, avec laquelle il prit part à la *guerre de Trente Ans*⁸⁴. L'armée régulière fut la première brèche dans le système féodal des privilèges des *états* et créa la nécessité d'élargir la base financière.

Les trois poursuivirent aussi la même idée, notamment celle d'**abolir les privilèges fiscaux de la noblesse**. Zrinyi écrivait: «*neque quies gentium sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi querunt*»⁸⁵. En même temps, ils cherchèrent d'autres ressources pour collecter les fonds nécessaires à l'armement, comme par exemple:

- Le prélèvement strict des *droits régaliens* (droits de douane et taxes commerciales) ;
- La stimulation du commerce et de l'industrie en vue du développement de l'économie.

Gabriel Bethlen fut le premier à appliquer les principes du *mercantilisme* dans l'économie de la Hongrie, sans arriver pourtant à obliger les nobles à payer des impôts. La source de financement de l'armée resta la hausse des impôts payés

⁸⁰ *Ibidem*, p. 279.

⁸¹ Demény Lajos, *Die Rolle des Soldatenelements in den Volksbewegungen des 17. Jahrhunderts. Der Charakter des Sejmen-Aufstandes in der Walachei im Jahre 1655*, dans le volume du Symposium *Ostmitteleuropäische Bauerbewegungen*, Budapest, 1972, pp. 95–96.

⁸² *Ibidem*, p. 280.

⁸³ Demény Lajos, *op. cit.*, p. 96.

⁸⁴ Idem, voir aussi *Bethlen Gabor és Kora*, Bukarest, 1982.

⁸⁵ Agnes. R Várkonyi, *Historical personality, crisis and progress...* p. 281.

par les contribuables, ce qui amena l'opposition des villes saxonnes de Transylvanie, tout aussi mécontentes de la fiscalité que de la politique du prince⁸⁶.

Miklós Zrinyi, tout comme son frère Pierre, furent fortement ancrés dans les activités commerciales maritimes orientées vers la mer Adriatique et vers l'Italie, où ils exportaient du bétail, du vin en provenance de leurs propres domaines, mais aussi du bois et du fer, vendus à Venise et dans toute l'Italie du Nord. Il eut une vision très claire au sujet des sources de financement de l'Etat, qu'il exposa dans son ouvrage *Petit traité d'art militaire*. Il identifie ici les activités commerciales qui apportaient un revenu à l'Etat et les mécanismes de la circulation de l'argent⁸⁷. Les redevables de taxes qui y figurent sont non seulement les nobles, mais aussi les paysans libres de la zone de frontière, enrôlés dans l'armée, l'embryon de ce que seront, sous l'administration autrichienne, les *régiments de frontière*.

Le pamphlet de Zrinyi, *Méditation*, aborde un problème différent: **la liberté du commerce et les revenus rapportés à l'Etat**, pour la résolution duquel il fallait renoncer au particularisme local, ce qui aurait lésé l'autorité des nobles dans les provinces. Autour de l'année 1650, comme nous l'avons déjà fait remarquer, Zrinyi plaidait pour l'absolutisme, en tant que la forme de gouvernement la plus efficace pour le progrès du pays, pour l'abolition du particularisme local, qui entravait l'unité d'action de l'Etat, et pour la mise en place d'un système fiscal, judiciaire et militaire unitaire et centralisé.

Zrinyi fut un des premiers auteurs hongrois à faire preuve d'une conscience nationale mise en parfait accord et respectant l'existence des autres nations: « Que Dieu me garde de ne jamais écrire des calomnies à l'adresse de toute autre nation. Ceci n'est pas mon but, par contre je suis prêt à démontrer que toute nation a connu des jours de gloire au long de son l'histoire⁸⁸. Sachant que les Hongrois ne pouvaient défaire les Turcs par leurs propres forces, Zrinyi imagine une confédération avec d'autres provinces et Etats occupés par les Ottomans, notamment la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Moldavie, la Valachie et la Pologne⁸⁹. Il envisageait aussi une rébellion contre les Habsbourg en Moravie et en Silésie, pour que la domination étrangère soit éliminée du royaume hongrois à la fois à l'Est qu'à l'Ouest.

Le problème religieux du début du XVII^e siècle fut un autre aspect définissant la société hongroise dans ses rapports avec la Maison d'Autriche.

Sous la menace de l'accroissement des impôts, les princes et les nobles protestants des provinces de l'Empire lancèrent la lutte pour la liberté religieuse,

⁸⁶ Carlo Caraffa, *Relatione della stato dell'Imperio e della Germania, fatta dopo il ritorno della sua nuntiaturo appresso l'imperatore, 1628*, édité par Joseph Godehard Müller, dans «Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen», Wien, 1860, Bd. 23, pp. 312–314.

⁸⁷ Agnes. R Várkonyi, *op. cit.*, p. 283.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 287.

⁸⁹ *Monumenta spectantia historiam Slavorum Meridionalium*, Zagreb, 1888, vol. XIX, pp. 226–227.

pour eux ainsi que pour leurs sujets⁹⁰. Le partage des biens ecclésiastiques aurait offert une base matérielle, et le contrôle des écoles et des chaires aurait fait accroître la force spirituelle des réformés par rapport à l'autorité impériale.

En réponse, la Contre-Réforme s'intensifia dans la province Innerösterreich. À Graz, l'Université jésuite s'ouvrit avec une *Faculté de théologie et philosophie* et avec une *Ecole de langue latine*. En 1600 environ, on peut dire que la Contre-Réforme était achevée en Autriche et que tout le territoire du pays avait été reconquis. Il est à remarquer aussi que la propagande catholique soutenue n'avait pas fait couler du sang⁹¹.

Dans les territoires slaves des possessions patrimoniales des Habsbourg la situation fut tout à fait différente. La Réforme fut popularisée à l'aide des ouvrages imprimés et, avec la traduction et la diffusion des œuvres théologiques protestantes, les langues littéraires slaves commencèrent à s'élaborer. Cette effervescence culturelle gagna la Transylvanie et d'ici elle passa en Moldavie⁹². À Sibiu – en 1644 – on imprima le *Catéchisme* luthérien, qui est aussi le premier livre en roumain. On remarque aussi le commencement de la différenciation entre les langues slaves, qui sont désignées comme telles dans la feuille de titre (slovaque, croate etc.) et la disparition du nom générique de *windische Sprache* (langues slaves).

Le protestantisme proliféra en Hongrie sur le fond de la tradition législative qui interdisait aux étrangers d'occuper des fonctions publiques ou militaires, et qui empêcha la noblesse autrichienne catholique d'accaparer les fonctions du royaume. La liberté du culte protestant s'exerçait dans les villes comme dans les villages; les villes allemandes aussi furent attirées par la noblesse hongroise à la Réforme.

En dépit des différences religieuses, les nobles autrichiens, bohêmes et hongrois trouvèrent un point commun dans l'intérêt à contrecarrer le pouvoir central, après le couronnement de Matthias en 1612. C'est ainsi que fit son apparition l'idée d'un *Etat fédératif*, conduit par une monarchie représentative⁹³.

Dans la diète impériale réunie à Prague en 1615, on essaya d'aborder cet aspect aussi. Malheureusement, les nobles hongrois ne s'y rendirent pas, car on ne leur avait pas accordé le rôle principal à la tête du futur Etat, tandis que les Tchèques mirent en discussion l'aspect financier, demandant une baisse des

⁹⁰ Lucian Periș, *I cattolici e la vitta politica in Transilvania*, dans *Spiritualitate transilvană și istorie europeană*, Alba Iulia, 1999, pp. 139–149.

⁹¹ H. Benedikt, *op. cit.*, p. 21.

⁹² Voir les ouvrages plus récents à ce sujet: Ana Dumitran, Gúdor Botond, Nicolae Dănilă, *Relații interconfesionale româno-maghiare în Transilvania (mijlocul secolului XVI – primele decenii ale secolului XVIII)*, Alba Iulia, 2000, pp. 16–42, 71–101; Maria Crăciun, *Contrareforma și schimbările din viața religioasă transilvăneană a secolului al XVI-lea*, dans *Spiritualitate transilvană...*, pp. 57–94.

⁹³ H. Benedikt, *op. cit.*, p. 23.

impôts. Cette demande se transforma en obsession pour la partie tchèque et fut reprise avec obstination dans les années à suivre, devenant le point central des revendications nationales. Parmi les autres requêtes l'on cite: dans les diètes et dans la justice, l'emploi de la langue tchèque serait obligatoire, les étrangers pouvaient recevoir le permis de naturalisation à condition de parler le tchèque, et seulement à partir de la deuxième génération pouvaient-ils occuper des fonctions publiques⁹⁴. Cette mesure ne fut pas mise en pratique à cause du fait que les fonctionnaires d'origine ethnique allemande s'étaient avérés très efficaces dans les fonctions publiques qu'ils avaient occupées dans le royaume bohême. En plus, les nobles autochtones eux-mêmes ne parlaient pas la langue tchèque en famille, la considérant peu évoluée. En conclusion, le projet ne pu se concrétiser, et les problèmes évoluèrent vers le conflit armé de 1618.

En conclusion, on remarque le fait que l'instauration de l'absolutisme des Habsbourg dans les territoires patrimoniaux au XVII^e siècle se fit de manière distincte, tenant compte du contexte politique, économique, social et religieux respectif. Si dans les provinces autrichiennes, après la victoire de la Contre-Réforme, l'autorité centrale devint un facteur de décision de plus en plus puissant, en Bohême et en Hongrie la situation s'avéra différente.

Sur le fond du conflit religieux, la Bohême défendit avec acharnement les libertés obtenues par la *Lettre de Majesté* en 1609, mais ce courage amena le déclenchement d'une conflagration européenne et la défaite de Mont Blanc, qui pratiquement annihila l'autonomie politique du royaume pour les 300 ans à venir.

D'autre part, la Hongrie réussit à tenir en échec la cour de Vienne pendant plusieurs décennies, l'absolutisme des Habsbourg étant rejeté systématiquement, en vertu des *anciennes libertés du pays*. La division du pays, la présence des Turcs dans la Hongrie orientale et le statut politique autonome de la Transylvanie eurent un rôle important à jouer. Ce furent les facteurs qui, jusqu'à la fin du XVII^e siècle, empêchèrent les Habsbourg d'appliquer en Hongrie des solutions radicales, qui auraient pu entraîner la perte de leurs propres territoires. Il est à retenir qu'en Hongrie la politique économique habile de la cour de Vienne éroda le pouvoir politique des états, contribua à affaiblir la capacité de défense du pays et prépara le terrain pour la prise sous contrôle de tout le royaume, au moment où les Ottomans cessèrent d'être la grande puissance qui avait menacé pendant un siècle et demi l'Europe centrale et orientale. La régression économique fit graviter toute la Hongrie, non seulement les provinces de l'Ouest, autour du commerce avec l'Empire de Habsbourg et la fit dépendre du capital allemand ou des investisseurs venus des provinces de l'Empire longtemps avant que les Habsbourg ne détiennent

⁹⁴ *Ibidem*.

le contrôle absolu de la région par l'intermédiaire des institutions de l'absolutisme. Les tentatives de réforme intérieure, même si notables, se heurtèrent systématiquement à l'obstination avec laquelle la grande noblesse hongroise défendait ses privilèges, le tout contribuant au XVII^e siècle à l'écroulement du rêve d'indépendance nationale et favorisant l'instauration de l'absolutisme des Habsbourg dans la Hongrie réunie sous le sceptre de la Maison d'Autriche.